

ACTE DE DECES PROCHAIN POUR LA DGFIP ? DANS LE LOT, COMME AILLEURS, MOBILISONS NOUS!

Nous sommes aujourd'hui à un tournant pour notre administration. Le gouvernement ne cache pas ses intentions, sous couvert de modernisation et adaptation nécessaire, de réduire à sa plus simple expression le rôle de la DGFIP.

Si dans le passé, chacun a pu ne pas se sentir concerné par telle disparition de mission, fermeture ou fusion de services, ce ne peut plus être le cas aujourd'hui.

Aucun agent ou cadre des Finances Publiques ne passera à côté de l'ouragan Macron. Toutes les missions et tous les services de la DGFIP sont impactés à plus ou moins long terme.



SECTEUR PUBLIC LOCAL

La fin définitive de la séparation ordonnateur/comptable signifie la fermeture rapide des trésoreries SPL. Déjà, Bercy préconise l'expérimentation d'une totale autonomie de gestion pour certaines grandes collectivités. C'est ni plus ni moins l'acte de décès de cette filière. Il est illusoire d'espérer des transferts d'emplois massifs vers les collectivités.



RECOUVREMENT

Avec le Prélèvement A la Source(PAS), l'avenir du recouvrement est en question: la possibilité d'un service recouvrement unique avec l'URSSAF est posé, et pourquoi pas une totale externalisation, comme c'est déjà le cas avec les Phases Comminatoires Amiables automatisées et confiées à des groupements d'huissiers privés.

La DGFIP expérimente également dans certains départements le regroupement des recouvrements forcés pour les débiteurs communs au sein d'une structure unique.



SERVICES IMPOTS DES PARTICULIERS (SIP)

La mise en place du PAS(avec au passage le recours à une entreprise privée pour le renseignement téléphonique) et la fin programmée de la taxe d'habitation seront les motifs justifiant de diminuer par deux les effectifs. Bercy va plus loin en questionnant l'existence même des SIP d'ici 5 à 10 ans.



MISSIONS FONCIERES

La cessation de la mise à jour du plan cadastral pour les géomètres et leur «réorientation professionnelle» signent l'abandon probable du plan cadastral et la fin du corps des géomètres du cadastre. Il est d'ailleurs prévu de confier la mission à l'IGN (avec marchandisation probable des données).

La suppression de la TH et les autres évolutions fiscales en matière de fiscalité locale (remplacement des impôts locaux par la CSG et TVA?) annoncent peut-être la mise à mort des missions foncières.



DOMAINES

Régionalisation et restructuration globale des implantations départementales, déjà un certain nombre de dossiers nous échappent, la mission dans son ensemble est menacée.



SERVICES DE PUBLICITE FONCIERE

La feuille de route est déjà tombée : d'ici 2020, il ne doit rester qu'un SFP par département avec 50 emplois maximum. De plus, la DGFIP a déjà confié à la société privée KERN RH la numérisation de 70 millions de documents.



CONTROLE FISCAL

Si Bercy entend encore, par des mesures récentes, sauvegarder les apparences de l'activité, sur le fond c'est une réorientation profonde des métiers du contrôle vers une mission de conseil qui se profile.

La loi pour une "société de confiance", le droit à l'erreur vont encore amoindrir nos capacités de contrôle et de répression de la fraude. Dans le même temps, les vérificateurs devraient être soumis à un "suivi de compétence" qui n'est rien d'autre qu'une mise sous tutelle et, de fait, une vraie défiance envers les collègues du contrôle fiscal.



ACCUEIL

Diminution du réseau, tout internet, fin de l'accueil de proximité et physique, la généralisation des plates-formes téléphoniques et leurs privatisations, le projet de transfert de l'encaissement en numéraire vers La Poste, la substitution des MSAP vont fortement impacter notre mission d'accueil des usagers.



SERVICES IMPOTS DES ENTREPRISES (SIE)

Pour l'instant, c'est le service dont on parle le moins mais l'orientation "service aux entreprises" explique sans doute cela. Il existe cependant des projets de fusions au sein des départements (transfert de Figeac et Gourdon vers Cahors).



INFORMATIQUE

Les 5000 informaticiens de la DGFIP ont du souci à se faire avec la mise en place de l'auto dépannage et le Parcours d'Assistance Rénové. Ils ont clairement une cible dans le dos avec également en jeu le passage sous la gestion interministérielle et l'externalisation de leurs missions.



FORMATION PROFESSIONNELLE

La fin des écoles se profile : trop chères, pas assez "efficaces" mais surtout leur caractère national entre en contradiction avec une évolution interministérielle et régionalisée de la Fonction Publique d'Etat. Elles seront "avantageusement" remplacées par de plus en plus d'e-formations.



MISSIONS TRANSVERSES (RH, paye,...)

D'un côté la régionalisation, les pôles supra départementaux avancent déjà, de l'autre se profile maintenant le passage sous tutelle des préfets de région pour les questions RH.



SERVICES DE DIRECTION

Services prestataires chorus, recentralisation? SFACT transferts vers les préfets?

La mobilisation du 22 mars a été un succès considérable et déjà de nombreux départements ont décidé de poursuivre la lutte.

Dans le Lot, l'ensemble des commissions exécutives des organisations syndicales Finances Publiques se sont réunies et ont unanimement décidé de la suite à donner.

Pour défendre nos missions, notre statut, nos emplois, pour la survie de la DGFIP et de ses services, nous appelons à un mouvement de grève le 17 mai 2018, dernier jour de dépôt des déclarations de revenus papier.

Nous appelons également à un rassemblement massif devant le Centre des Finances Publiques de Figeac à partir de 8h.

Ce sera l'occasion d'un temps fort et médiatique, qui nous permettra d'alerter les usagers sur les dangers qui pèsent sur notre administration et des conséquences que cela va engendrer pour chacun d'eux. Car oui ce qui s'annonce est gravissime pour les agents mais également dramatique pour la population!

A l'occasion de ce rassemblement l'intersyndicale invitera tous les présents à partager un pique-nique citoyen.